

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

l'avenir de
l'automobile française
(page 4)

lutter contre la nouvelle pauvreté



DU 17 AU 30 OCTOBRE 1984 - 14ème année - N° 412 - 9 F

M 2242 - 412 - 9 F

une nouvelle brochure

Connaissiez-vous
les Royalistes
d'aujourd'hui ?



Parmi les publications de la N.A.R. qui se poursuivent à un rythme accéléré en ce début d'année universitaire nous tenons pour particulièrement importante celle d'une nouvelle brochure de propagande à très grand tirage.

Dans le dernier numéro de «Royaliste» nous vous annonçons la publication par nos soins d'un livre très intellectuel sur «Maurras et le socialisme», qui permettra à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées politiques d'approfondir leur connaissance de la pensée monarchiste entre les deux guerres. Nous vous avons aussi annoncé la parution d'un nouveau numéro de «Cité» dont le sommaire indique assez qu'il est destiné également à nourrir la réflexion de nos lecteurs.

Mais les militants de la NAR demandaient depuis longtemps la publication de textes plus directement utilisables pour la propagande de tous les jours. C'est pour satisfaire à cette demande que nous avons décidé d'imprimer à un très grand nombre d'exemplaires la brochure «Connaissiez-vous les royalistes d'aujourd'hui?».

Il s'agit d'un texte d'une trentaine de pages destiné à faire comprendre l'essentiel de notre vision

de la politique, de notre programme, de nos projets... Il comporte trois grandes parties sur 1/ le projet royaliste, 2/ la présence de la monarchie aujourd'hui, 3/ les royalistes d'aujourd'hui. On y trouvera une petite chronologie de la N.A.R. ainsi qu'une succincte bibliographie. Cette plaquette est ornée d'une photo du comte de Paris. C'est l'outil de propagande idéal pour les vendeurs à la criée du journal, les animateurs de réunions «tuperwar», les militants de tous niveaux.

Bien entendu des prix par quantité sont consentis sur demande. Mais dès aujourd'hui, afin de vous faire une idée sur l'efficacité de cette brochure de propagande, commandez en un exemplaire pour voir (les abonnés du «Lys Rouge» en reçoivent automatiquement un). Sans trop tarder, car nous comptons sur vous pour la diffusion au grand public.

F.A.

quei avenir pour la langue française ?

Devant le nombre croissant de personnes qui font aujourd'hui usage de l'anglais pour exprimer leurs états d'âme, doit-on douter de l'avenir du français ?

«Look, In, Job, Leader», les professionnels des «mass-media» ne désenflent pas d'anglicisme et c'est à qui, sur le marché de la communication, lancera le bon mot, de peur, demain de n'être plus à la page. Bientôt relayés auprès du public étudiant par certains professeurs arguant de l'inadaptation du français comme moyen d'expression simple et rapide, les hommes de publicité tentent de prouver chaque jour que le français c'était hier...

Les Etats-Unis demeurent le symbole du dynamisme et de la modernité. Comment ne pas comprendre alors que tout ou partie de la jeunesse tourne les yeux dans cette direction ? Là-bas un concept simple se résume en quelques lettres, alors que chez nous il faudrait toute une périphrase, pourquoi ne pas se résoudre à la simplification des contacts ? Simplification : le mot est lâché. Ne pas se casser la tête, voilà la raison. Et c'est aussi pour simplifier qu'il est agréable de se laisser porter par le flot médiatique vers les côtes atlantiques, sans réfléchir aux conséquences. Et c'est parce que c'est tout aussi facile que l'on assimile les défenseurs de notre langue commune à quelques retraités en habit vert.

En l'occurrence, dénigrer l'Académie revient à faire le jeu de l'adversaire. Les reproches faits à notre langue et à l'Académie sont trop souvent les mêmes : immobilité, fermeture au monde, direction par des hommes trop savants et coupés du peuple... Vraies ou fausses ces accusations reviennent constamment dans la bouche des détracteurs du français et d'une institution qui depuis près

de quatre cents ans est le symbole de notre richesse culturelle. Mais cette noble institution, n'est pas la seule à s'occuper de l'avenir de notre langue. Grâce au général de Gaulle, une instance avait été créée : le Haut Comité de la Langue Française, chargée de revivifier celle-ci. Ce haut comité ne brilla pas beaucoup sous la présidence de celui qui pensait que notre langue devait devenir celle de moins de 1% des habitants de la planète. Avec François Mitterrand, il existe un Haut Commissariat à la Francophonie bâti sur de nouvelles bases. Gageons que l'image que s'en fera le public sera plus près du collège de jeunes cadres dynamiques de la francophonie plutôt que d'un conseil de vieux redresseurs de tort.

Il faut en effet lutter avec les armes de l'adversaire. L'image de marque du français doit changer.

A l'aspect rétrograde, vieux et lointain que certains prêtent à notre langue doit succéder une image de dynamisme, de jeunesse, de contact avec le grand public. Sensibiliser l'opinion passe par la mobilisation des agents de la communication. Toujours friands de nouveauté et changement, ils ne manqueront pas d'y porter intérêt. Déjà le phénomène existe et, s'il n'est pas encore éclatant, il suffit de le mettre en valeur. Il y a dix ans, qui, par exemple, aurait supposé qu'un groupe de Rock français irait chanter en français à New-York et ferait un véritable triomphe ? Les nouveaux ambassadeurs de la francophonie sont là, alors parlons-en.

Xavier BOWN



BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
accompagné du règlement correspondant - CCP 18 104 06 N Paris.

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

.....

commande :

- ☐ la brochure «Connaissiez-vous les royalistes» 12 F franco
- ☐ le livre de B. Fessard de Foucault «Maurras et le socialisme» 129 F franco
- ☐ le numéro 8 de «Cité» sur Edgar Morin 15 F franco

le débat sur l'école

Depuis le début de l'année, il n'est pas un mois qui s'écoule sans voir paraître un nombre important d'ouvrages consacrés à l'épineux problème de l'enseignement. L'inconvénient, c'est que tous, s'ils sont d'un grand intérêt, n'abordent qu'un aspect du sujet. Le livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman (1) présente l'avantage de fournir une vue d'ensemble. De plus, parallèlement à la publication du livre, une série de trois émissions (2) de télévision permet de lancer le débat.

Livre et film ont la même structure et reprennent sous forme d'enquête, avec la spécificité propre à chacun des deux supports, les mêmes éléments. Tous deux sont le résultat d'un énorme travail qui a duré près de deux ans au cours desquels nos deux compères ont traversé la France de lycées classiques en collèges et de collèges en lycées d'enseignement professionnel (LEP), à la recherche de témoignages : non seulement parmi les profs, mais aussi parmi les principaux, les proviseurs ou encore les conseillers d'éducation. Ils ont aussi rencontré des administratifs aux rectorats ou au ministère de l'Éducation nationale, des responsables syndicaux de toutes tendances, des parents d'élèves organisés ou non et des élèves. Ils ont enfin, à en croire leur bibliographie, compulsé une kyrielle de rapports publiés ou restés confidentiels et épluché des monceaux de revues spécialisées dont ils nous donnent une brillante synthèse.

LES LIMITES DE LA DÉMOCRATISATION

Leur enquête commence par un constat : les enfants qui arrivent en sixième ne sont pas au niveau. Souvent ils ne savent pas lire, ce qui leur pose des problèmes en français mais aussi en mathématiques car ils sont, de ce fait, incapables de comprendre un énoncé. Dans d'autres matières les enseignants se plaignent que leurs élèves n'aient aucun élément de culture générale et accusent les instituteurs de ne pas avoir fait leur travail. Dans ces conditions, la sixième tend à devenir un « Cours Moyen 3 » où

les profs sont obligés de revenir sur des notions supposées acquises.

Si la situation de l'enfant qui entre en sixième n'est pas très réjouissante, les perspectives d'avenir ne le sont guère plus. En effet, les profs savent pertinemment qu'un grand nombre d'enfants qui entrent au collège ne passeront pas le bac et échoueront sur des voies de garages : en classes pré-professionnelles de niveau (CPPN) ou en classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) qui leur permettront de préparer un CAP après la cinquième et d'attendre d'avoir 16 ans pour aller s'inscrire à l'ANPE, puisqu'aucun des CAP préparés ne correspond aux besoins de l'industrie. Quant à ceux qui ont la chance d'arriver en seconde, là encore les professeurs se plaignent de la faiblesse des élèves et, une nouvelle fois, en rejettent la responsabilité sur leurs prédécesseurs. Mais les raisons habituellement invoquées (le contexte familial, l'atmosphère des grandes villes et des banlieues peu propices à l'épanouissement et au travail intellectuel, la proportion croissante dans les classes d'immigrés qui savent à peine parler français...) ne suffisent plus à expliquer l'ampleur du phénomène.

Hamon et Rotman préfèrent en voir l'origine dans la réforme Haby et l'instauration du collège unique, suite logique d'une série de mesures adoptées depuis le début de la Vème République, et dont la gauche au nom de ses grands idéaux démocratiques est en grande partie responsable. Ainsi, comme le soulignent les deux auteurs, « les enseignants de collèges sont amenés à méditer sur



Hervé Hamon, Pascale Breugnot, Patrick Rotman à Antenne 2 (photo X. Gassman)

les dangers de l'égalitarisme. La crise qu'ils affrontent est la rançon de la démocratisation. Il leur faut regarder cette réalité au fond des chiffres puisqu'ils en pèsent, chaque jour, les conséquences. Et elles sont lourdes». Et les choses ne peuvent aller qu'en empirant car, chaque année, les professeurs sont confrontés à des classes de moins en moins homogènes (la création des secondes indifférenciées va dans ce sens), aussi ne savent-ils pas à quelle hauteur, placer la barre. Et Hamon et Rotman de poursuivre « prendre acte de la diversité et penser la différence. Le système éducatif, s'il veut se sauver n'échappera pas à cette interpellation ». Faut-il en conclure qu'un retour à une sélection accrue (abandonnée par démagogie) est plus que jamais souhaitable ? Certainement ; mais encore faut-il en fixer les limites pour éviter tout excès inverse.

Après le faible niveau de leurs élèves, les profs se heurtent au décalage existant entre l'école et le monde extérieur. D'où le peu d'intérêt que les enfants portent à l'enseignement qu'ils reçoivent pour ne pas dire subissent. Beaucoup d'enseignants se plaignent que les enfants passent un temps considérable en face à face avec le poste de télévision et remarquent avec regret que les gosses apprennent plus de choses devant la télé que devant le tableau noir. Mais ils ne font aucun effort pour leur apprendre à regarder les images, de la même manière qu'on apprend (ou qu'on apprenait autrefois) à lire un texte. Il est vrai que cela les amènerait à remettre en cause un certain nombre d'idées reçues.

L'école est devenue un monde à part qui n'a plus rien à voir avec la réalité, les enfants essaient, lorsqu'ils ne la fuient pas, d'y faire entrer un peu de vie semblable à

celle qu'ils connaissent au-dehors. C'est pourquoi le chahut rituel d'antan et les sanctions que les meneurs encourageaient ont cédé la place à l'indiscipline volontairement dirigée contre les profs et à l'impunité. De l'indiscipline à la violence, il n'y a alors qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir. Conséquence : la peur s'installe dans les lycées et les collèges : « il faut le dire, insistent Hamon et Rotman, une importante minorité de maîtres vivent dans la peur. Non pas le trac du comédien, non pas l'angoisse du candidat à l'oral : la peur, la vraie peur, physique, tripale ». Mais la violence ne s'exerce pas uniquement à l'encontre des profs, des élèves en sont aussi victimes non sous forme de bizutage, mais de racket, ratonnades, prostitution, trafic de drogue.

Face à ces décalages et à l'impossibilité d'établir les bases mêmes de la communication, les profs sont d'autant plus désarmés qu'ils ne forment pas un corps unis (voir la querelle entre PEGC d'une part et certifiés et agrégés d'autre part) et qu'ils doutent de plus en plus de leurs compétences. Mais ce qui est plus désolant encore c'est l'inertie qui règne au Ministère qui se contente de « gérer la crise » et à la FEN dont la principale préoccupation est d'éviter les heurts entre les différentes tendances (Unité Indépendance Démocratie : UID proche du socialisme réformiste - Union et Action : U&A proche du P.C.). Sur cet aspect du problème nous reviendrons.

Patrice LE ROUË

(1) H. Hamon et P. Rotman - Tant qu'il y aura des profs - Ed. Le Seuil, prix franco : 88 F

(2) diffusées sur Antenne 2 les 16, 17 et 18 octobre 1984.

automobile : roule qui peut

A l'heure où le soixante et onzième salon de l'auto de Paris vient de fermer ses portes, il est bon de faire le point sur un des secteurs capitaux de notre industrie.

L'exposition «Cent ans d'automobile française», judicieusement organisée au Grand Palais durant l'été, nous a rappelé le rôle de pionnier joué par la France dans ce domaine. L'effacement, voire l'effondrement d'une production nationale, régulièrement évoqué sur la foi de chiffres purement conjoncturels, constituerait pour le pays un traumatisme qui ne serait pas seulement économique.

Revenons un instant sur le superficiel et l'accessoire : c'est-à-dire sur les déclarations de M. Quilès a cru bon de commettre juste avant l'ouverture de ce salon. On se rappelle que le Ministre des Transports, mû par un zèle inconsideré, a publiquement critiqué la publicité vantant la vitesse de pointe de la CX 25 turbo Citroën. Il est étonnant que, lorsqu'une célèbre marque étrangère dont l'emblème est une étoile, vante les mérites de son modèle à 16 soupapes, «la fièvre des records», M. Quilès reste de glace. Cette anecdote ne mériterait pas la peine d'être relevée si elle n'était révélatrice : ce faisant, le ministre se place à la suite d'une longue cohorte d'esprits chagrins et de pisse-vinaigre qui, pour n'avoir pas tué notre industrie automobile, ont fait pratiquement disparaître, depuis la guerre, sa production de prestige.

Si la Grande-Bretagne a conservé Rolls-Royce, Jaguar et autres Aston-Martin, si l'effondrement de l'Allemagne nazie n'a pas fait pâlir l'étoile de Mercedes, chez nous toutes les marques prestigieuses se sont éteintes : Hispa-



Citroën BX

no-Suiza, Bugatti, Delage, Delahaye, Hotchkiss... Certes ces maisons n'ont pas su «négocier les virages» nécessaires à temps, mais elles ont aussi été victimes de carcans et surtout d'un état d'esprit, dont on voit bien qu'il n'a pas disparu. Depuis 1945, toutes les tentatives de produire un modèle



Renault 5 TSE

de prestige (Songoons à Facel-Véga ou, plus récemment, à la SM de la marque au double chevron) ont échoué. Et, ces dernières années, Renault, Peugeot et Citroën, ne s'aventurent dans le «haut de gamme» qu'à pas feutrés.

Dire cela n'est pas faire preuve de nostalgie, mais constater une réalité. La production française est aujourd'hui essentiellement «populaire» et ne s'impose que dans les gammes basse et moyenne plus sensibles à la conjoncture. Ce fait entraîne des conséquences. Les modèles de prestige servent souvent de «locomotive» et leur image rejaillit, pour les marques qui les produisent, sur le bas de la gamme. En être privé constitue donc un premier handicap. En outre, c'est sur le haut de gamme que les marges sont les plus importantes. Il est significatif que des marques comme Mercedes, BMW, Saab, Volvo, dont la production est nécessairement limitée (et que les «stratégues» condamnaient, il y a quelques années, à la disparition ou à l'absorption, faute de pouvoir réaliser des économies d'échelle) soient celles qui gagnent le plus d'argent en Europe.

Peu présente sur le créneau des voitures de luxe, notre industrie

est obligée, dans le secteur qui est le sien, de produire et de vendre des quantités importantes. Elles seules (puisque les marges sont faibles) peuvent lui permettre de dégager les ressources permettant les investissements qui assureront l'avenir. La structure même de notre industrie automobile la condamne donc à une production de masse et à une stratégie mondiale. Qu'en est-il exactement ?

Nous sommes au 4ème rang dans le monde, avec 3 millions de véhicules en 1983, dont plus de 50% sont exportés (ce qui nous permet de dégager un excédent commercial de 22 milliards de francs). La situation est loin d'être catastrophique. Elle est cependant préoccupante pour plusieurs raisons. Les firmes japonaises et les filiales américaines contrôlent approximativement le tiers du marché européen, alors que les constructeurs du vieux



Renault «Dialog»

continent sont absents du marché japonais (pour cause de protectionnisme) et faiblement présents aux Etats-Unis (5%). En outre, les gains de productivité des marques américaines et surtout japonaises ont été considérables ces dernières années. Sur ce terrain nos producteurs sont contraints de suivre leurs concurrents s'ils veulent survivre : ils n'ont pas le choix, leur recul de l'année dernière, tant sur le marché européen que national n'est peut-être pas dramatique : il semble dû au vieillissement des gammes. Volkswagen et, plus récemment, Fiat, ont connu le même problème avant d'opérer un redressement. Chez nous, les modèles récents (BX, 205), se vendent bien et le rajeunissement des gammes est en cours chez Renault, comme dans le groupe Peugeot. Pour porter un jugement, il faut toujours observer une période longue.

En revanche, l'insuffisance de formation et de qualification de la main-d'œuvre, constitue un pro-



Talbot Solara GL

blème plus sérieux pour parvenir à des gains de productivité sensibles. Ce phénomène a été particulièrement mis en évidence lors du dernier mouvement de grève qui s'est déroulé chez Renault. S'il est encore trop tôt pour évaluer ses chances de succès et la manière dont elle financera ses propositions, il est significatif que la direction de la Régie insiste moins sur les licenciements nécessaires que sur la formation et l'adaptation du personnel «aux nouveaux métiers de l'automobile». On remarquera également que la contrepartie exigée par l'état-major de Renault est une sorte «d'engagement contractuel» visant à réaliser des gains de productivité de 7% par an.

Quant à l'Etat, que peut-il faire ? Il peut, certes encourager des solutions type Renault (d'autant qu'il s'agit d'une «Régie nationale»), mais en matière de fiscalité, sa marge de manœuvre reste étroite. On a coutume de dire, qu'en France l'automobile est considérée comme une vache à



Peugeot 205 SR

lait. Il est difficile de pratiquer des comparaisons rigoureuses avec les nations voisines, car les «panoplies fiscales» ne sont pas identiques d'un pays à l'autre (en ce domaine au moins, l'imagination est au pouvoir !). Il semble cependant que si, chez nous, l'Etat frappe lourdement l'automobile, l'Italie, voire la Belgique ou les Pays-Bas, présentent, tous comptes faits, une situation voisine.

Il reste qu'en France, c'est environ 20% des recettes de l'Etat qui, directement ou indirectement (TVA, vignette, fiscalité pétrolière...), proviennent de ce secteur d'activité. Ce chiffre indique l'enjeu, mais il pose aussi la question : jusqu'où aller trop loin ?

Alain SOLARI

le silence bulgare...

«Boulgaria ?» Dans le regard du pêcheur serbe, il y a tout à coup de la stupeur et de l'apitoiement. Il faut être fou pour aller là-bas...

«Boulgaria, ah ! Boulgaria...» L'homme répète le mot, qui pour lui n'a rien de magique. Tout à l'heure, il s'est arrêté pour nous faire la conversation. En mêlant l'anglais, l'allemand et quelques bribes de serbo-croate, nous avons pu nous dire l'essentiel : la rivière poissonneuse, la meilleure eau de tout le pays à la source toute proche, le moulinet français qui fait merveille. Il sait que nous venons de Paris, par l'Italie et la terrible route du nord. Normal que l'on vienne de si loin pour voir son beau pays. Mais le quitter pour aller en Bulgarie !

Qu'importe. A Paris, les affiches et les brochures de l'office du tourisme bulgare promettent un paradis. Paradis des campeurs, paradis des enfants, passé prestigieux, peuple charmant... Venant de Skopje, nous avons pris la petite route qui, par Kjustendil et Pernik, conduit à Sofia. Après Kriva Palanka, la dernière bourgade yougoslave, la région est devenue désertique : ni hommes ni bêtes mais, en une dizaine de points stratégiques, des croisillons anti-chars préparés pour barrer rapidement le chemin.

VERBOTEN

La frontière n'a rien de monégasque : trois quarts d'heure pour les formalités, alors que nous sommes les seuls à vouloir entrer dans le pays du socialisme réel. Pas de fouille sérieuse, mais d'étonnantes difficultés pour changer de l'argent. Malgré les paperasses remplies et les chèques signés, il faut en définitive aller à la première ville, dans un grand hôtel où nous obtiendrons au bout d'une heure la somme demandée. Le temps d'examiner dans tous ses détails l'affiche qui indique, non loin de la ville, la zone *verboden* et ce qu'il en coûte d'aller s'y promener... Est-ce cette affiche aux lettres rouges, la fatigue de la route ou notre «conditionnement» d'occidentaux ? Nous ressentons une inquiétude sans cause apparente. Personne ne nous ennuie, ne nous contrôle, ne nous menace, mais il y a ces rues aux trop rares passants, et ce silence si étrange dans une ville d'Europe

orientale. Turquie, Grèce, Yougoslavie, nous avons parcouru des pays soumis à des dictatures plus ou moins visibles, plus ou moins cruelles. Mais jamais nous n'avons connu cette attente craintive qui fait respirer à petits coups.

C'est donc cela l'atmosphère soviétique : malaise qu'éprouve l'innocent voyageur pourtant libre d'aller et de venir, et surtout de partir quand il veut. Seulement voilà : plus on y vit, moins on se sent innocent, à tel point qu'on en vient à se demander s'il sera possible de quitter le pays. L'arrivée à Sofia, vers dix heures du soir, n'a rien d'encourageant. Rues noires, cafés et restaurants déjà fermés, flics sinistres, changeurs clandestins qui opèrent à quelques pas d'eux. Le jour c'est autre chose : Sofia apparaît comme une réplique fidèle de Moscou. Mêmes dieux, et même type de héros... Immense statue de Lénine, mausolée de Dimitrov, et cette réplique de la Place Rouge qu'est la *plostad Deveti-Steimbri* (place du 9 septembre) interdite aux véhicules - à l'exception des *Mercedes* du Parti et du Gouvernement. La cathédrale Alexandre-Nevski et, plus loin, le monument d'Alexandre II, libérateur des Bulgares, rappellent que la russophilie ne date pas de la Révolution. Libéré deux fois par la Russie, la Bulgarie a échappé à la domination turque et à l'emprise allemande pour subir le joug du grand pays ami. Aux carrefours géographiques, l'indépendance est difficile...

PENURIE

La présence russe n'est pas visible, mais la vie quotidienne et son décor portent l'empreinte soviétique. Casquette des officiers, grands portraits de Dimitrov et de Todor Rijkov (l'actuel chef de l'Etat) qui «embellissent» les places des villes, «milice populaire» omniprésente et Nomenklatura qui vient s'abreuver, passé minuit, au bar de l'hôtel chic dans des *Mercedes* dernier cri. Sans oublier la bureaucratie et les queues devant les magasins d'alimentation, aux stations d'essence, en somme partout où l'on peut acheter les produits indispensables. Toute démarche, même anodine,



oblige à présenter, outre le passeport et la carte touristique, une liasse de «bordereaux». Et tout achat se paie d'abord d'une demi-heure ou d'une heure d'attente. Il ne faut pas plus de deux jours pour prendre les habitudes bulgares : se mettre dans une queue avant de savoir ce qu'il y a dans le magasin en vertu du principe «quand il y a queue, c'est intéressant»; faire des achats de précaution car on ne trouvera peut-être rien le lendemain, à l'exception des pots de confiture et des bouteilles de vodka (russe, bulgare ou... nord-vietnamienne) qui occupent l'essentiel des rayons. Consommé du petit déjeuner au coucher, l'alcool compense la rareté et la pauvreté de la nourriture... Certains réflexes mentaux s'acquièrent très vite, eux aussi : désir d'être en règle, souci de ne pas se faire remarquer, qu'un sentiment croissant d'exaspération vient heureusement contrebalancer. Marre de faire la queue, marre de montrer ses bordereaux, marre du regard des flics (l'un d'eux, seul auprès de sa voiture regarde des papiers. Peut-être se contrôle-t-il lui-même ?)

APARTHEID

Ainsi vit le peuple bulgare, dans la pénurie, la tristesse et le silence. Le peuple ? En réalité, il y en a deux : le peuple slave et la forte minorité turque (800.000 personnes) qui subit d'humiliantes conditions de vie. Cantonnée à la périphérie des villes, habitant de vieilles maisons turques devenues masures ou taudis, elle est affectée aux travaux les plus durs et les plus ingrats. Les femmes, si belles dans leurs robes multicolores, sont cantonnées à moins qu'elle ne soient chargées du récurage des installations sanitaires, tandis que les hommes s'échinent dans les champs. Les emplois nobles du

commerce ou de l'administration sont réservés aux Slaves. Georges Marchais, qui passe souvent ses vacances en Bulgarie, a oublié de dénoncer cette situation d'apartheid.

Nous sommes loin des affiches du métro parisien et des contes bleus des dépliants publicitaires. Ceux-ci décrivent une autre vie, qui est réservée aux touristes occidentaux venus en avion, parkés dans des zones délimitées et protégées (nous n'avons pu entrer dans le complexe hôtelier de Slancev Brjag) et qui ne visitent que des villes-musées. Mais les plus belles villes, les églises et les mosquées ne sont plus que des décors derrière lesquels vivent des peuples accablés. La beauté des monuments et des paysages s'en trouve assombrie.

Nous la quittons sans regret, pressés de franchir la frontière. Soulagement - avec ce que cela contient de lâcheté - quand la barrière se lève, quand le dernier flic fait signe d'avancer. Bonheur de traverser Pirov, la première ville yougoslave : bruit des voix dans les rues, hommes qui rient aux terrasses des cafés, magasins remplis de bonnes choses. Il nous faudra deux jours pour réapprendre à acheter sans fébrilité des tomates mûres ou du jambon. Mais rien ne sera oublié. Ni ces deux paysannes turques qui filaient la laine en gardant des moutons, ni les icônes de Sofia, ni Véliko Tarnovo dans la lumière du soir - belles images d'un passé mort. Ni, surtout, la tristesse des visages et cet étrange silence qui pèse sur les villes lorsque tombe la nuit.

B. LA RICHARDAIS

P.S. En septembre, ce silence fut troué par l'explosion de bombes à Plovdiv, Varna et Burgas notamment. Quelques uns espèrent encore. Peut-être beaucoup...

La pauvreté dérange. Elle rend dérisoires et vains les discours sur la «modernité», quand c'est le siècle passé qui surgit à travers la progression vertigineuse de la misère. Jeunes chômeurs, travailleurs licenciés, mères célibataires, handicapés, immigrés, trois millions de personnes se battent chaque jour pour la nourriture, l'habillement, le logement, le travail. Pour retrouver leur dignité. Mais le pire serait de plaindre et se lamenter : les solutions politiques existent, les solidarités humaines s'exercent. Avec l'épiscopat, prenons garde : «La pauvreté atteint le tissu même de la société et menace sa cohésion. Elle interpelle toute la nation.»

Longtemps soumise à la seule préoccupation des associations caritatives, la pauvreté devient aujourd'hui la proie de l'actualité : Bergeron l'évoque, Chirac s'en inquiète, Barre glisse un mot, Simone Veil fait une allusion, CDS et MRG débattent ensemble du sujet et les évêques publient un texte. D'emblée pourtant, une gêne indicible accompagne l'évocation de la pauvreté. Des affres du Tiers Monde, nous parlerons aisément. Mais la pauvreté en France, après les «trente Glorieuses» et la société de consommation, paraît tellement insoupçonnable que le spectacle de la rue ne suffit pas à imposer l'évidence. La conscience occidentale croyait définitivement réglé le scandale de la grande pauvreté. A la rigueur admettait-on, ici et là, quelques «poches de pauvreté» résiduelle, survivances des temps d'obscurantisme. Notre système de protection sociale n'est-il pas des meilleurs au monde ? A ce point que d'aucuns le jugent excessivement généreux, par là trop bureaucratique, et brocardent la «société d'assistance». Ironie mal venue, au vu de la multiplication des détresses. Que voulez-vous, nous avons de la «modernité» plein la bouche et les oreilles, il faut bien se conformer à l'idéologie ambiante. La «modernité» tient de l'utopie et du scientisme : comme il y a un siècle, elle parle du Pro-

grès et vante le libéralisme, rêve de «l'informatisation de la société» et le gouvernement des «techniciens». L'ordinateur, lui, ne ment pas. Déjà les soviets plus l'électricité devaient conduire au bonheur et à la rationalisation absolue. La «modernité» très clean salit sa conscience et perd la raison devant les réalités bien ringardes de la paupérisation.

L'expression «nouveaux pauvres» ne cherche-t-elle pas à neutraliser le phénomène, par un adjectif qualifiant à maintes reprises divers effets de mode ? La formule a aussi sa raison d'être, puisqu'elle décrit la pauvreté qui ne se confond pas avec le «quart monde» des cités de transit, où l'état de misère se transmet de génération en génération. La «nouvelle pauvreté», apparue au milieu des années 70, est la rançon de la crise; elle jette dans la rue ou sur la route celles et ceux à qui une situation économique ordinaire aurait permis de vivre décemment. Qui n'a pas remarqué, dans le métro de la capitale, les agglomérations grandes et moyennes, la présence croissante d'une population jeune, réduite à la mendicité ? Les chômeurs ayant épuisés tout droit à l'indemnisation forment le corps de cette «nouvelle pauvreté». En dix ans, les chômeurs de longue durée ont vu leur nombre multiplié par dix.

nouvel pauvreté

En 18 mois, par le scandaleux décret Bérégovoy de novembre 82 réformant l'allocation-chômage, les exclus des caisses ASSEDIC ont été quinze fois plus nombreux : 600.000 personnes sacrifiées aux exigences de la «rigueur» ! Depuis 1981, le pouvoir d'achat des chômeurs a diminué de... 12%. Quelques chiffres encore : selon la CGT, 1,3 million de chômeurs ne reçoivent pas un sou de dédommagement. Selon le Secours Catholique, 1,5 millions de ménages ont des revenus inférieurs de 40% aux revenus moyens. Plus généralement, 12% de la population vit en état de pauvreté.

La chute dans la pauvreté, lente ou brusque, advient par accumulation des handicaps : absence de qualification, irrégularité des revenus, destruction de la cellule familiale, santé déficiente, dettes, la plaie majeure du pauvre reste là précarité. La vie devient alors un combat quotidien pour satisfaire les besoins élémentaires : trouver de quoi manger, se vêtir et s'abriter. Le travail prend l'aspect d'un luxe inaccessible. En 1983, le Secours catholique a dû répondre à 450.000 demandes de

ce type, contre 250.000 en 1982. Les centres d'hébergement de l'association charitable ne parviennent plus, depuis quelques années déjà, à endiguer l'afflux grossissant des demandes. Le Secours Catholique ne verse aux déshérités aucune somme d'argent, pour ne pas encourager l'alcoolisme, mais délivre des bons de nourriture et distribue dans ses «vestiaires» des vêtements de récupération. L'Armée du Salut a renoué avec la tristement célèbre «soupe populaire» qu'on n'avait vu à Paris depuis un demi-siècle ! Les asiles de nuit, souvent sordides, et les presbytères assurent le gîte pour un soir. Le misérable devra poursuivre le lendemain sa quête, qui le poussera au vagabondage à travers la France, dans l'espoir de se fixer un jour. Car la pauvreté est déracinement, perte de sociabilité. Elle frappe ceux qui n'ont pas acquis ou ne maîtrisent plus les connaissances requises pour s'insérer dans le système de production, les plus jeunes et les plus âgés, celles qui s'éloignent du modèle familial commun (les mères célibataires), ceux qui connaissent une difficulté physique ou culturelle (handicapés et immigrés). Le travail n'étant pas seulement une valeur marchande mais une valeur en soi, conditionnant fortement la vie sociale d'un individu, la perte de l'emploi conduit à l'isolement, vécu comme une exclusion, et l'isolement rend peu probable toute chance de retrouver un travail.

Le point de non retour, c'est l'abandon (obligé) du logement, la dépossession ultime. Sans adresse fixe, l'éventuel employeur ne pourra pas joindre le demandeur d'emploi (dont il se méfiera) et l'aide sociale ne pourra lui verser aucune allocation. Il reste les ca-



es tés

banes de fortune (on a dénombré 30.000 taudis) et les bidonvilles, qui font leur réapparition (les derniers avaient disparu dans les années 60, après la campagne vigoureuse de l'abbé Pierre). Quand bien même le déshérité parviendrait à rassembler quelque argent, il ne pourrait compter sur un appartement d'H.L.M., puisque le plafond de ressources minimum est actuellement de 5.000 francs (ce qui interdit les H.L.M. aux chômeurs même indemnisés, aux smicards ou aux personnes en formation professionnelle). Si les soutiens alimentaire et vestimentaire sont relativement aisés, le logement est le point de résolution le plus sensible. A la manière des chiffonniers d'Emmaüs, il y a une trentaine d'années, le Secours Catholique vient de sonner l'alarme. La France traverse une crise du logement dont on parle trop peu. On ne construit pas plus de logements en 1984 qu'en 1959, malgré une demande annuelle de 100.000 logements qui ne trouve pas satisfaction. «Le logement n'est plus accessible à tous», déclare Louis Gaben, secrétaire général du Secours Catholique. A Paris, il a été recensé 120.000 mal logés et, au plan national, deux millions d'habitations classées «inconfortables» (sans w.c. intérieurs ni baignoire ou douche) et 240.000 «logements précaires». Pourtant, quelle injustice, 1,8 millions d'appartements restent vacants dans toute la France, 100.000 à Paris. Un danger se profile à l'horizon, signe manifeste de l'explosion des nouvelles pauvretés : plusieurs offices H.L.M., confrontés à l'accroissement des loyers impayés, sont au bord de la faillite.

Face à la régression sociale qu'entraîne la crise économique, notre système de protection s'est

révélé impuissant à prévenir les drames de l'extrême pauvreté : «l'impression demeure forte d'une coresponsabilité de la crise économique et des failles du système de protection sociale; impression d'inefficacité, mais aussi de non-équité : pourquoi le système semble-t-il si bien protéger certains et si mal d'autres ?» (1) Toujours cette cruelle injustice, contre laquelle les infortunés ne songent même pas à se soulever, solitaires qu'ils sont, écrasés par une prétendue fatalité. L'exploitation unit dans la révolte la classe ouvrière; l'exclusion rend vaine la simple colère des miséreux.

La progression de la pauvreté est néanmoins réversible, par l'explication même que nous lui avons apportée : conséquence de la crise économique, la pauvreté s'amoin-dra avec la reprise et le retour à une forte croissance. Cette perspective exige des transferts sociaux considérables qu'empêche ou que retarde une politique d'assainissement et de recherche des grands équilibres. Le traitement économique du chômage prendra du temps et demandera de la volonté. Dans l'attente et la préparation du redressement, le traitement social peut jouer un rôle intermédiaire de préservation du tissu humain.

Les pistes de réflexion ne manquent pas, certaines sont en voie d'application, comme l'ouverture permanente des centres d'accueil ou la création d'un service de prestation pour réduire les délais de paiement des allocations. Le Premier ministre a reçu les associations d'entraide contre la grande pauvreté et la classe politique n'est pas avare de propositions : — en amont du problème, Philippe Séguin (R.P.R.) souhaite la participation de l'Etat à la gestion des caisses ASSEDIC. L'indemnisation du chômage deviendrait ainsi une affaire de «solidarité nationale»,

— Adrien Zeller (C.D.S.) préconise la création d'un fond spécial de lutte contre la pauvreté, financé par le maintien du prélèvement de 1% sur les revenus, et affecté aux bureaux d'aide sociale des communes. Les plus démunis percevraient un «revenu minimum d'existence» en échange d'un «travail d'intérêt général»,

— La mesure qu'Adrien Zeller a eu le mérite d'appliquer dans sa municipalité n'est pas éloignée des T.U.C. (Travaux d'Utilité Collective) conçus par le gouvernement pour enrayer le chômage. Il s'agit de combler des besoins so-



ciaux non encore satisfaits (aide aux personnes âgées, protection de l'environnement, développement du tourisme, etc) en employant de jeunes chômeurs, à l'initiative des associations et des collectivités locales. Les T.U.C. ont été sévèrement critiqués par les formations de droite et le Parti communiste. C'est là bien mal connaître le monde des chômeurs : mieux vaut encore un petit travail provisoire assurant quelque subsides et préparant une réinsertion sociale que le maintien sans rémission dans la marginalité et le désespoir. La pire des précarités, admet Edmond Maire, c'est le chômage.

En ce qui concerne l'épineuse question du logement, deux mesures peuvent être envisagées :

— Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement, propose de louer aux associations caritatives plusieurs milliers de logements H.L.M., qu'elles distribueraient ensuite aux nécessiteux,

— une étude récente du Conseil Economique et Social sur le logement des immigrés (ils sont parmi les plus mal logés) conseillait de réutiliser les «friches sociales», c'est-à-dire les foyers ou les immeubles appartenant à une association qui a cessé toute activité.

Pour subvenir aux besoins immédiats quatre associations d'entraide mettront en place dès la fin de l'année une «banque alimentaire» chargée de récupérer dans les cantines, les restaurants sociaux, la nourriture gaspillée et de la redistribuer aux indigents. De son côté, le mouvement Aide à toute détresse-Quart monde juge indispensable d'établir un moratoire sur le recouvrement des dettes envers un organisme public (EDF-GDF et offices d'HLM essentiellement) et de suspendre durant deux ans les mesures d'ex-

pulsion qui ne sont pas suivies par un relogement immédiat. Le Père Joseph Wresinsky a demandé à Laurent Fabius de maintenir les droits aux prestations familiales pour les enfants passés 16 ans qui demeurent à la charge de leur famille.

Ne cachons pas que la difficulté économique de résorption de la pauvreté se double d'un obstacle politique : «réflétant les attitudes d'une partie de leurs électeurs, les élus de toutes tendances politiques se sont toujours montrés méfiants à l'égard du quart monde; et dans le monde du travail, les syndicats ont du mal à ne pas se faire l'écho de l'hostilité latente d'une partie de leur base à l'endroit des sous-prolétaires.» (1) Le poids électoral des pauvres est négligeable; ils ne sont pas de ceux qui font et défont les majorités. La gauche, hantée par l'histoire, cherche manifestement à gagner la confiance des classes moyennes (2). Le grand battage autour de la réduction des impôts en est le signe. Le malheur serait que cette stratégie aille au détriment des plus défavorisés, qui n'ont aucun moyen de rappeler leurs existence. Le malheur serait aussi que la lutte contre l'extension du paupérisme reste le seul souci conjugué des technocrates et des associations charitables. Le combat contre la pauvreté est l'affaire de tous, parce que le propre de la «nouvelle pauvreté» est de frapper les catégories sociales jusqu'alors préservées par la crise, de menacer ainsi l'ensemble de la société.

Emmanuel MOUSSET

(1) «Etudes», sept. 84, «Les nouveaux pauvres».

(2) «L'Histoire», oct. 84 : «Les classes moyennes et la gauche».

les amis du roi

«L'ami du roi», quel plus beau titre rêver pour un journal royaliste ?

Ce fut celui de la principale gazette de cette tendance entre 1789 et 1792 que ressuscite Jean-Paul Bertaud. «L'ami du roi, des Français, de l'ordre et surtout de la vérité», c'est l'abbé Royou, chef de file des Suleau, Peltier, Montjoye, qui comptèrent dans leurs rangs un Rivarol et dont les noms méritaient de passer à la postérité. J.-P. Bertaud, qui paraît d'ailleurs s'acquitter d'une sorte de dette de reconnaissance à l'égard de Royou, révèle leur rôle dans la genèse des doctrines contre-révolutionnaires et démystifie quelques idées fausses. On sera étonné de découvrir jusqu'en 1792 une presse totalement libre, pas crispée du tout, à la fois spirituelle vis-à-vis des hommes et ouvertes vis-à-vis des réformes. On appréciera la critique intelligente de la Constitution, le «retournement» de Montesquieu et de Rousseau contre ceux qui s'en réclament à tort, le refus jusqu'à l'extrême limite de la violence, tant la guerre civile que la guerre étrangère.

La suite du livre de J.-P. Bertaud n'en laisse que plus perplexe. Comment expliquer en ef-

fet que cette presse, qui connaît les plus forts tirages de l'époque, bien supérieurs à ceux des gazettes révolutionnaires («L'ami du peuple»...), qui est lue au moins par 100.000 personnes, sans doute le double, par le roi et la famille royale, «l'honnête bourgeoisie», à laquelle elle s'adresse en priorité, ait eu finalement si peu d'influence positive sur le cours des événements ?

L'auteur ne répond pas à cette question, car il se situe en définitive de l'autre côté de la barricade. Il vient nous dire que les révolutionnaires ont trouvé dans la presse royaliste les éléments dont devait se nourrir leur psychose du complot aristocratique, ce par quoi il se contredit avec l'analyse du début. Or à qui fera-t-on croire que les journées du 20 juin et du 10 août 1792 furent des réflexes d'auto-défense et que les Girondins n'ont pas voulu la guerre délibérément ?

D. LA MARCQ

J.-P. Bertaud - Les amis du roi - Librairie Académique Perrin, 280 p. 104 F franco.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

une couronne pour le guadalpica

La monarchie restaurée au Guadalpica ! Si vous n'avez pas suivi les événements qui ont permis l'accession de Jaimes Ier au pouvoir, précipitez-vous sur l'enquête réalisée par Jacques Mouriquand.

L'histoire valait la peine d'être contée. Encore fallait-il, pour en restituer la trame, de la patience, du courage, et un sens politique aiguisé. Ancien de «Radio Monte-Carlo» et de «FR 3», aujourd'hui grand reporter au «Dauphiné Libéré», Jacques Mouriquand possède ces qualités. Familier de l'Amérique centrale, et notamment de la vie politique guadalpicienne, très introduit dans les milieux de l'émigration, notre journaliste n'ignorait rien des dures réalités du maquis et des arcanes de la dictature militaire qui opprimait depuis des années le peuple de Guadalpica. Lui seul, à vrai dire, était en mesure de faire l'histoire des événements qui ont conduit à l'arrêt de la guerre civile et à l'avènement d'un jeune prince, arbitre-né et démocrate véritable.

Pourtant, rien ne prédisposait le Guadalpica à accueillir, avec l'enthousiasme indescriptible qui a ému les observateurs présents, un prince inconnu, Français sur sa carte identité, puis à voter massivement en faveur de la monarchie. Rien, non plus, ne prédisposait les milieux de l'opposition militaire et politique, traditionnellement divisés entre marxistes et démocrates-chrétiens à préparer cette restauration - et certainement pas le professeur Pereira, démocrate authentique frotté de marxisme ! Pourtant, malgré les sentiments républicains et par delà les idéologies, la monarchie s'est imposée

comme seule solution possible pour balayer la junte militaire, instaurer la paix civile, poser les conditions de la justice sociale et de la prospérité économique. Comme le professeur Pereira le déclarait lui-même, il fallait au Guadalpica une légitimité, et celle-ci ne pouvait être incarnée que par l'héritier de la famille royale.

En suivant l'enquête de Jacques Mouriquand, vous apprendrez comment le professeur Pereira a retrouvé l'actuel roi du Guadalpica (qui, quelques mois avant son arrivée triomphale, coulait de paisibles jours dans son cabinet médical lyonnais), comment le jeune homme est venu au souci politique et s'est rapidement montré prince véritable. Vous vivrez les passionnantes journées de la Révolution et les débuts de la jeune monarchie, qui ne furent pas toujours roses tant il est vrai que, même en monarchie, le pouvoir est en butte aux intrigues et toujours menacé de routine et d'isolement. Vous découvrirez enfin, grâce aux ultimes révélations de Jacques Mouriquand, que toute restauration est une instauration ce qui, par delà l'aventure singulière de Jaimes Ier, vaut la peine d'être médité.

Yves LANDEVENNEC

Jacques Mouriquand - Une Couronne pour le Guadalpica - (J. Picollec ed). Prix franco : 88 F.

La publication sous la direction de Pierre Marie Sigaud d'un dossier «H» de fort belle tenue sur René Guénon est moins pour nous l'occasion de nous interroger sur cette figure énigmatique que de réfléchir à la signification d'un courant intellectuel souvent ignoré par le monde universitaire et les canaux officiels d'expression. Son affrontement avec la modernité est loin de nous être indifférent. Au surplus, il nous est difficile d'ignorer que depuis quelques décennies, des jeunes gens ont trouvé dans cette voie l'éveil spirituel qu'ils n'avaient pu trouver et pour cause - ailleurs. Je le reconnais personnellement, d'autant plus volontiers que ma formation personnelle est radicalement étrangère à la démarche ésotérique et que par bien des côtés celle-ci me demeure fermée.

Pourtant, je ne peux m'empêcher de trouver un vif intérêt à quelques unes des contributions de ce cahier, qui prolongent quelquefois de plus anciennes lectures. Et puis, comment ne pas voir, au sein même de la civilisation du spectacle et de la consommation une extraordinaire manipulation des signes, un goût délirant et malsain pour un néosatanisme (sensible presque dans certaines publicités dans la profusion des vidéoclips). Quel rapport ? Précisément, cette intrusion dans la forêt des symboles qui nous presse en retour de retrouver l'univers de signes métaphysiques. Celui qui réapparaît au cœur même d'une civilisation qui faisait profession, par principe, d'ignorer jusqu'au sens même des choses et jusqu'au cœur de la création. Belle revanche de la métaphysique, belle subversion du nihilisme incapable de se supporter lui-même et qui éprouve la nécessité de fonder sa négativité en absolu.

Quelle réponse du côté de Guénon et de sa parenté ? Michel Le Bris en recourant à Novalis la résume assez bien. *«Le chemin mystérieux va vers l'Intérieur»*. De là, l'effort pour rechercher la clef qui ouvre à l'énigme, et qui passe nécessairement par l'âme, ce que Henri Corbin appelait l'imaginal. C'est l'aventure intérieure, peut-être la mystique, la connaissance la gnose. Mais à ce point précis naissent toutes mes perplexités et mes inquiétudes. Le retour du refoulé celui d'une sacralité sauvage, le marché de tous les orientalismes et de tous les gourous de pacotille. Le recours à d'authentiques maîtres spirituels constitue une bonne sauvegarde contre cette menace aujourd'hui omniprésente. Le Bris lui-même n'en disconvient pas, qui critique par ailleurs avec dureté le risque de nouveaux dogmatismes, de nouveaux fanatismes et d'une guerre de religions dont certains conflits actuels nous donne un prélude terrifiant. Il est vrai que la quête intérieure exige une liberté totale. Elle est forcément singulière. Est-ce à dire qu'elle s'oppose radicalement à toute institution, à toute autorité ? Une telle position défendue assez rigoureusement par des gens que j'estime me paraît inacceptable pour des raisons de fond. Pourquoi vouloir opposer à tout prix liberté de l'âme et appartenance à une communauté spirituelle, cheminement personnel et direction spirituelle ? Saint Jean de la Croix serait-il plus grand d'avoir refusé toute soumission à l'Eglise ?

Systematisé, le déni de l'institutionnel reviendrait à jeter la suspicion sur tous les mystiques, quels qu'ils fussent, reliés à une confession de foi, à une discipline communautaire. Les différents courants qui se réclament de la Tradition (avec un T) sont évidemment à l'abri d'une telle tentation, puisque par principe ils sont voués à une ascèse rigoureuse de la connaissance, à l'approche d'un univers qui obéit à des lois. André Coyné rappelle que la notion d'orthodoxie est centrale dans la pensée de Guénon.

à propos de René guénon



par
Gérard
Leclerc

Elle se rattache à l'idée d'une Tradition primordiale qui garantit l'unité fondamentale de toutes les doctrines traditionnelles. Mais cette idée, certes essentielle me paraît source de difficultés infinies. Pour peu qu'on admette l'unité foncière du genre humain, elle est parfaitement acceptable. Référée à l'enseignement biblique, elle trouve des fondements solides, ne serait-ce que par référence à Adam, au paradis d'origine, mais également à la première alliance avec Noé le païen, qui précède l'alliance du Sinaï. Mais autant il est possible de reconnaître une religion «naturelle» diffractée à travers les rites et les mythes de tous les peuples de l'univers, autant la reconnaissance d'une unité originelle apparaît problématique dans une humanité babélisée qui perd au surplus par un mouvement d'entropie accéléré le souvenir même de ses traditions. Le seul recours est dans ces conditions de retrouver dans les trois grandes religions du Livre, une tradition par ailleurs perdue. Tellement perdue, que lorsque le paganisme tente de renaître dans la modernité il s'identifie aux pires formes de la barbarie.

Le recours à l'Orient que préconisait Guénon, à l'intention d'un Occident matérialiste est désormais un leurre. Ainsi que l'écrivait Henry Corbin, *«l'opposition entre Orient et Occident,*

au sens géographique et ethnique de ces mots, est d'ores et déjà dépassée... car si un pamphlétaire de nos jours a pu écrire que Rome n'est plus dans Rome, peut-être bien aussi que l'Orient n'est plus en Orient.» Par ailleurs il m'a semblé qu'une dévaluation unilatérale de l'Occident constituait un crime, et pire qu'un crime, une erreur fondamentale. Les traditionalistes certes ne tombent pas dans le travers qui consiste à oublier que l'Occident est infidèle à sa propre tradition intellectuelle et spirituelle, mais il me semble toutefois qu'ils sont souvent tentés de perdre de vue la grandeur du génie industriel d'une civilisation qui n'est pas forcément méphistophilique. Certaine dévaluation de la Raison, sous le prétexte qu'elle aurait abouti au nihilisme, me paraît même dommageable. Mais sur ce point précis, les traditionalistes eux-mêmes se divisent, certains voulant prolonger en de nouveaux cycles l'entreprise de la philosophia perennis, d'autres se vouant par principe à une théologie apophasique.

Autre difficulté, celle qui consiste, pour un chrétien par exemple, à établir la synthèse entre la Tradition et la révélation. Si le Christ apporte avec lui-même, comme le dit magnifiquement saint Irénée, toute nouveauté, on voit mal comment assumer d'un seul mouvement ce qui viendrait d'une tradition qui se réclame d'une mémoire ancienne immémoriale et cette nouveauté radicale. La difficulté peut se vivre dans une double appartenance ecclésiale et maçonnique. Elle se vit souvent très mal.

La déviation gnostique est une tentation permanente. Certes, le beau travail de Jean Borella poursuivi dans ce cahier montre que la gnose est un concept paulinien et patristique et qu'Irénée lui-même en s'attaquant aux différents systèmes gnostiques ne veut que défendre l'authentique gnose. Il faut convenir avec Borella, que les différents gnosticismes proviennent de courants anciens revivifiés par la révélation chrétienne *«Refusant de s'enter sur le tronc de l'olivier christique et d'être portés par la véritable racine de la gnose, ils ont voulu faire le contraire, greffer le rameau christique sur le tronc des anciennes traditions, afin seulement de bénéficier de vitalité et pour revitaliser leurs anciennes traditions»*. Tout la difficulté consiste alors à montrer comment l'apport de Guénon peut être pour la théologie chrétienne l'occasion de retrouver l'intuition vive et lumineuse de la gnose dans l'articulation de la foi et de la science. Car le type de connaissance qu'implique la science des mystères divins suppose une transformation intérieure de celui qui connaît. On parlera d'initiation, le mystère n'est pas donné à qui n'a pas les dispositions requises pour la recevoir; tous ne sont pas au même degré de connaissance de la révélation. A énoncer ces simples remarques, on constate le risque permanent de glissement du domaine de la charité au domaine d'un savoir initiatique élitiste. C'est donc que l'apport ésotérique passe nécessairement par une purification radicale sous peine de maintenir sans cesse l'esprit dans l'ambiguïté et l'équivoque.

Ces quelques remarques n'épuisent évidemment pas substance d'un cahier fort riche, où l'admiration ne cède pas à l'adulation et où des critiques extrêmement pertinentes et savantes permettent d'ouvrir des chemins nouveaux.

Gérard LECLERC

Les dossiers H - L'Age d'homme - René Guénon. Rappelons que les dossiers H ont été fondés par Dominique de Roux, lui-même fondateur des cahiers de l'Herne. Jacqueline de Roux a repris le flambeau avec Jean-Marie Benoist et François Denoël. Signalons un précédent dossier tout aussi remarquable consacré à John Donne.

une foi agonique

De la famille des grands tourmentés, des Unamuno, des Péguy, Pierre Emmanuel aura donné à la poésie de notre temps ce tour de combat spirituel que lui avait révélé, quoique sur un autre registre, Pierre-Jean Jouve.

De l'auteur des «Noces» à Pierre Emmanuel, c'était un peu de Baudelaire à d'Aubigné; mais l'essentiel était commun : une foi agonique, et toute une vie de lutte avec l'Ange. Se sachant vaincu, percé au cœur par tant d'Amour gratuit, bouleversé par le sacrifice unique qui sanctifiait la chair du monde, le poète qui, sans les confondre, savait ce que l'inspiration devait à la Grâce, n'oublia jamais l'homme, sa part d'ombre,

ses doutes, ses faiblesses, ses durs refus : Pierre Emmanuel, en un sens, épousa sa condition moderne de fils orphelin et bien des textes sont comme une querelle au mutisme du Père. Tôt frappé par le Mal absolu (le nazisme), jamais il ne voulut désespérer de son semblable. Satan, botté, casqué, en uniforme, avait beau parcourir l'Histoire, c'était aussi sur la trame de l'Histoire que l'homme, à l'imitation du Dieu incarné, tissait de sa main d'enfant, son appel à



Pierre Emmanuel (photo Seuil-Robert Cahen)

l'Autre, à l'Innommable désiré, à cette qualité de Silence tout bruyant de paroles. L'Histoire restait pour Pierre Emmanuel la face lisible de l'humaine condition, la dimension incontournable du Salut. De là ses engagements, ses générosités, ses colères. Il y avait en lui, s'il faut des références, du Pascal et du Hugo; mais au plus fort de son art, c'était avec notre grand d'Aubigné et surtout avec les Prophètes de l'Ancien Testament que sa voix consonnait.

Nous l'avons aimé comme un grand solitaire car, tout chargé d'honneurs et de responsabilités qu'il fût, toujours nous l'avons rencontré seul au regard de l'essentiel.

Mort, le poète s'ouvre à la Paix que son œuvre réclamait en vain pour le vivant. Accédant à la gloire de l'intercesseur, il nous sera plus fraternel que jamais.

Alain FLAMAND

■ MUSIQUE

quand moreschi chantait pour le pape léon XIII

Un disque vient de paraître mais déjà épuisé chez le disquaire; des rééditions sont à prévoir. Il s'intitule «Alessandro Moreschi, the last castrato - complete Vatican recordings» et nous invite à une plongée vertigineuse dans le temps à la recherche d'une voix (de plusieurs voix) que l'on croyait à jamais enfouie.

En dépit de la reproduction de la voix du Pape Léon XIII en fin de disque, il est probable que le Vatican n'a pas été informé de cette parution, car les archives ici reproduites ne lui appartiennent pas. Au cours de l'année 1902, le souverain pontife, âgé de 93 ans, autorise l'ingénieur Gaisberg de la London Branch of the Gramophone Company à venir enregistrer le chœur de la chapelle sixtine dont le principal soliste n'était autre que le fameux Moreschi. Le

pape lui-même, après quelques réticences, consentira à laisser piéger sa voix. Rencontre étonnante donc entre le dernier représentant d'une race de chanteurs émérites et le tout début d'une industrie phonographique balbutiante. Rencontre historique également car par ce fil ténu c'est un aspect de l'Ancien Régime, un monde enfoui, qui vient à notre rencontre et que nous pouvons juger et apprécier à notre guise. Compte tenu des moyens de l'époque (les

fameux cylindres de cire avec lesquels les retours en arrière n'étaient pas possibles) nous pouvons dire qu'il s'agit là d'une véritable performance, d'un travail sans filet, auxquels peu d'artistes contemporains, habitués des studios, oseraient se soumettre. Il faut rendre un hommage aux ingénieurs actuels qui grâce à leurs techniques on pu nous rendre audible ce qui serait demeuré sans eux simple pièce de musée.

Les castrats, comme chacun sait, débutèrent à la cour de Rome au début du 16ème siècle et ils terminèrent leur carrière au même endroit, en très petit nombre, à la fin du 19ème siècle. La boucle était bouclée. Chanteurs sacrés ils avaient été, chanteurs sacrés ils resteront dans notre mémoire, car nous n'avons plus aucune trace de leur règne fulgurant sur l'Opéra pendant tout le 18ème siècle. Siècle extravagant où ils inventèrent le star-system et plièrent à leurs caprices les plus grands compositeurs (Monteverdi, Gluck, Mozart, Händel). Moreschi avait été «opéré» à une époque où les écoles spécialisées de Naples pour castrats, n'existaient plus depuis longtemps. Il se forma auprès d'un organiste et fut embauché

très rapidement à la Sixtine où il s'imposa comme soliste. On put l'entendre une fois en France, à Lyon, avec un grand succès, chanter le rôle du Christ de l'oratorio de Beethoven intitulé le «Christ au Mont des Oliviers». Pie X, le nouveau pape, décida de mettre fin au répertoire riche et séculaire de la Sixtine pour revenir à un chant liturgique plus simple. Il congédia donc les solistes déjà âgés mais, par faveur spéciale, garda Moreschi par faveur spéciale qui demeura chef du chœur jusqu'en 1913. Oui, 1913 - à la veille de ce basculement du monde où tant de choses devaient disparaître en bien et en mal....

Ce disque se recommande par le très long texte d'accompagnement où fourmillent détails et précisions inédites... Le contenu lui-même ne peut qu'émouvoir. La voix de Moreschi y est très présente. On découvre un véritable artiste, déjà âgé, mais dont la voix est encore pure avec un timbre entre l'enfant et la femme sans leur ressembler toutefois. Quelque chose d'indéfinissable.

Bruno DELAVIGNE

Disque «Opal», 200 F environ.

une rentrée prometteuse

Pour notre mouvement la rentrée 84-85 sera marquée par le souci d'une meilleure organisation, plus à même de répondre au désir, manifesté par de nombreux nouveaux adhérents, d'une action plus efficace et d'une propagande accrue.

Cette réorganisation a déjà eu lieu dans plusieurs domaines.

Pour les étudiants la création d'un collège de coordination nationale (voir Royaliste numéro 410 page 11) qui a commencé à fonctionner, a d'ores et déjà permis quelques améliorations notables : prise de contact avec de nouveaux sympathisants, reprise des activités militantes (ventes régulières du journal à la criée, collage d'affiches, etc). Ceci est déjà très important, et nous nous en félicitons, mais l'effort fourni sera encore plus efficace si le noyau de base de notre équipe étudiante se voit rapidement renforcé. Que tous les étudiants et lycéens, lecteurs de «Royaliste» ou sympathisants de la NAR prennent rapidement contact avec nous pour cela.

Pour la province, nous avons maintenant défini un statut de «délégué» représentant officiel de la NAR dans une zone géographique déterminée. Ces délégués, désignés par le Comité Directeur pour une période d'un an, ont pour tâches : - de représenter la NAR auprès de la presse, des formations politiques et plus généralement de la population de la zone qui lui est impartie.

- de constituer autour de lui et d'animer un groupe de militants selon la ligne politique et les méthodes d'action définies par la NAR.

- d'être le correspondant régulier de la direction générale pour toutes les activités nationales ou locales.

A Paris enfin, une «coordination» a été mise en place qui a

pour tâche d'organiser et d'animer les activités spécifiques à la Région Parisienne. Son premier souci a été celui d'une reprise de contact lors du pot de rentrée organisé le 6 octobre dans les locaux du journal. Le succès en a été indéniable. A côté de militants chevronnés beaucoup de têtes nouvelles, jeunes pour la plupart, montraient que notre mouvement savait renouveler son audience et être conquérant. Et c'est devant une assistance très nombreuse que Bertrand Renouvin devait brosser à grands traits les perspectives d'action pour cette année.

C'est donc sous d'heureux auspices que commence cette nouvelle année, mais il reste encore beaucoup de choses à faire pour lesquelles nous avons besoin de l'aide de tous nos lecteurs :

- Tout d'abord le nerf de la guerre. Vous le savez, nous sommes cruellement pauvres et le manque de moyens financiers nous freine terriblement. Sur ce plan, notre mouvement ne «tient» que grâce à votre aide généreuse qui se manifeste par vos dons à la «souscription permanente».

Aujourd'hui encore je fais appel à vous pour nous donner les moyens nécessaires à notre action (versements au CCP Royaliste 18104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription»).

- Un autre objectif immédiat : faire connaître Royaliste. La période politique que nous traversons est propice, mais faut-il encore que les Français, déçus des deux camps politiques, sachent que nous existions. Les moyens

que nous vous proposons sont simples et accessibles à tous : distribution d'invendus, distribution de mini-tracts dans les boîtes aux lettres (tous les détails pratiques ont été donnés dans notre dernier numéro, Royaliste 411 - page 11). Là aussi nous comptons sur vous.

- Enfin nous sommes un peu submergés par des tâches matérielles diverses (essentiellement du travail de secrétariat ou de bureau) qui ne nécessitent pas de compétences particulières mais seulement de la bonne volonté et le désir de nous aider. Si vous habitez la région parisienne et disposez de quelques heures de libres régulièrement, proposez nous donc votre aide. Vous nous permettrez de faire un travail plus efficace.

Yvan AUMONT

ANGERS - JOURNÉE D'ÉTUDE SUR L'ENTREPRISE
Elle aura lieu le samedi 20 octobre sous le titre «L'entreprise, mythes et réalités» au Palais des Congrès, 1, Place Pierre-Mendès-France, à Angers (salle H). Le début des travaux aura lieu à 10 heures.

PARIS - MERCREDIS DE LA N.A.R.

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «mercredis de la NAR», lieu de rencontre unique à Paris où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des littéraires, des vedettes et des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 4ème étage (métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 heures précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures. L'entrée en est libre et gratuite.

● Mercredi 17 octobre - Les succès électoraux de Jean-Marie Le Pen, la banalisation des thèmes qu'il développe, ne manquent pas d'inquiéter. Alain ROLLAT et Edwy PLENEL, journalistes au «Monde», viendront analyser pour nous les causes profondes de ce phénomène en nous présentant leur dernier livre «L'effet Le Pen»

● Mercredi 24 octobre - Il n'existait pas jusqu'à maintenant de bonne biographie de l'historien royaliste Jacques Bainville qui était à la fois célèbre et méconnu. Cette lacune est aujourd'hui comblée grâce à Jean MONTADOR qui vient de publier un «Jacques Bainville, historien de l'avenir». Jean Montador viendra nous montrer combien la méthode bainvillienne reste aujourd'hui d'actualité.

● Mercredi 31 Octobre - Pas de réunion en raison des congés de la Toussaint.



Le samedi 27 octobre entre 16 h 15 et 17h30 dans le cadre de l'émission «Liberté 3» 15 minutes d'antenne pour la NAR.

Bertrand Renouvin y sera interrogé par Philippe Boucher du «Monde».

PARIS - JOURNÉE D'ÉTUDES DE LA N.A.R.

Une Journée d'Études aura lieu à Paris, le samedi 17 Novembre avec deux thèmes de travail : «L'hérité du pouvoir : une solution ?» et «Communication et démocratie». Cette journée d'études nous permettra de faire progresser notre réflexion, de l'enrichir des apports des intervenants extérieurs à notre mouvement, de nourrir un débat dont l'intérêt et l'actualité n'échapperont à personne. Le nombre de places étant limité, les personnes qui souhaiteraient pouvoir participer à cette journée sont priées de bien vouloir nous en informer le plus rapidement possible.

royaliste ♦

SOMMAIRE

p. 2 : Quel avenir pour la langue française - p. 3 : Le débat sur l'école - p. 4 : Automobile : roule qui peut - p. 5 : Le silence bulgare - p. 6 : Nouvelles pauvretés - p. 8 : Les amis du Roi, une couronne pour le Guadalupe - p. 9 : A propos de René Guénon - p. 10 : Pierre Emmanuel - Musique.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire 51700
Téléphone : 297.42.57

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le débat n'est pas nouveau et ses principaux éléments, politiques ou juridiques, ont été abondamment commentés. En 1986, si l'opposition devient majoritaire à l'Assemblée nationale un grave conflit risque de surgir entre le Premier Ministre issu de la nouvelle majorité et un Président de la République contraint selon la formule consacrée de se soumettre ou de se démettre. Les uns, tels Giscard et Chirac, penchent pour la soumission du chef de l'Etat tandis que Barre envisage d'ores et déjà une démission qui résulterait de l'impossibilité de toute «cohabitation» entre le socialisme et la droite libérale.

Ainsi posée, la question paraît simple. La défaite de la gauche étant considérée comme inéluctable, il s'agit seulement de prévoir les modalités de son départ. A entendre les chefs de l'opposition, jamais événement n'a été aussi bien situé dans le temps : 1986 sans doute, 1988 au plus tard. Il ne resterait plus qu'à prendre les paris, en relisant la Constitution pour tenter le discerner, parmi les opposants, le plus habile interprète ou le meilleur gaulliste. Question purement technique même si, sous les lectures divergentes du texte de 1958, les soucis tactiques des candidats potentiels à la présidence se laissent aisément deviner. Pourtant, plus ce sempiternel débat sur la cohabitation gagne en importance et en actualité, plus il donne une impression d'irréalité. Au juste, pourquoi font-ils la guerre, ces meneurs de l'opposition, qu'en est-il de cette droite qui calcule et agit comme si elle était déjà victorieuse et quelle est, finalement, la véritable nature de l'enjeu ?

DISCOURS ET SLOGANS

La reconquête du pouvoir politique est bien sûr l'objectif. Mais au nom de quelle certitude idéologique, et pour quel projet commun ? La réponse n'est pas dans le discours de la droite, tantôt d'une algèbre banale, tantôt tout bonnement délirant. Ni dans un projet de rechange, notablement inexistant. Ni même dans une vogue communautaire d'intentions puisque l'unité de l'opposition n'est, et n'a jamais été, que de pure façade. Précisons. Il n'est pas possible de croire M. Pasqua lorsqu'il dénonce le caractère «marxiste» du pouvoir, ou M. Labbé quand il tente d'établir une opposition entre des «choix de société», ni même M. Chirac lorsqu'il déclare que la gauche désire poursuivre la «socialisation». De toute évidence, la société française n'a été ni marxisée, ni profondément bouleversée par les réformes du début du septennat. L'étatisme, la bureaucratie et les autres aspects du «mal français» existaient avant 1981, malgré

cohabitation

la «compétence» et le «libéralisme» de ceux qui géraient le pays. On ne voit donc pas quel choix de société nous aurions à faire en 1986, à moins de prendre au sérieux les slogans libéraux et les poses reaganiennes. Hélas, nul programme, nul projet clair, cohérent et chiffré ne nous permet de savoir comment se traduirait concrètement un libéralisme qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité du RPR, tant il est contraire à la tradition gaullienne, et qui avait été catastrophique au temps de MM. Giscard et Barre.



par
bertrand
renouvin

A l'irréalité des discours et à l'absence de projet s'ajoute l'illusion de l'unité de la droite. Déjà, event 1981, le difficile cohabitation entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing evelt empoisonné l'atmosphère, et ce n'est un secret pour personne que le chef du RPR evelt tout intérêt à la victoire de la gauche. Aux deux riveux de l'époque du libéralisme avancé s'ajoute maintenant un troisième larron, qui est facteur de divisions supplémentaires. Les emblemes personnelles, les intérêts des partis et les oppositions d'ordre sociologique rendront la lutte implacable entre les trois hommes et les trois tendances qu'ils représentent. Tout le reste n'est que manœuvre et hypocrisie.

POUR LA PROPORTIONNELLE

Il serait inutile de rappeler de telles évidences si tout l'effort de l'opposition ne consistait à masquer, sous des flots d'éloquence, le véritable motif de son action : le pouvoir pour le pouvoir, la puissance pour la puissance. Le discrédit qui frappe aujourd'hui la classe politique tient, pour partie, à ce que cette pure volonté de puissance se laisse trop aisément deviner. Entre l'illusion lyrique des uns,

maintenant retombée dans la pratique gestionnaire, et le cynisme des autres, le plus simple serait de s'abstenir désormais, en comptant distraitement les coups. Mais la politique n'est pas un spectacle sans conséquences. Même artificielles, les propagandes entretiennent la division entre les Français et, demain, le jeu des rivalités personnelles risque de menacer le fonctionnement de l'Etat. La résignation n'est pas permise, ni le dégoût qui incite à voter pour tel démagogue promettant de chasser les «politiciens pourris». Sans doute ne peut-on envisager de faire taire les ambitions et d'imposer à tous la vertu - on sait ce que cela donne. Mais il est possible de dépasser l'affrontement artificiel entre la droite et la gauche, de faire apparaître les vrais débats et de montrer, aussi, la réalité du consensus national.

Comme le rappelait Frédéric Grendel (1), il y a tout de même, dans notre pays, un accord presque général sur la diplomatie, sur la politique de défense et sur les institutions. Comme nous l'avons souvent montré, les débats fondamentaux ne respectent pas les frontières entre la droite et la gauche, mais se déroulent à l'intérieur des camps et des partis. Pour en finir avec l'irréalité de la vie politique, il importe que ces accords fondamentaux puissent s'exprimer, et que les véritables questions soient enfin débattues. Telle est la tâche qui incombe au pouvoir, dans la fidélité à l'esprit des institutions. Pour restaurer l'unité du pays, il faut dépasser l'affrontement entre la droite et la gauche. Pour préserver la stabilité et la continuité de l'Etat, il faut résister à la lecture «anglaise» de la Constitution - celle de R. Barre - qui fait dépendre le chef de l'Etat de la représentation parlementaire. Pour garantir le rôle arbitral du Président, il faut éviter qu'il ne devienne totalement le chef d'une coalition partisane ou d'un parti dominant. Un grand pas serait fait dans ce sens si, en 1986, un mode de scrutin proportionnel était adopté (2). Outre une représentation plus exacte de l'opinion, il permettrait de briser la logique bi-polaire et d'éviter, par conséquent, la crise institutionnelle que certains souhaitent inconsidérément. Que le Président ait la possibilité d'assumer sa fonction, que le gouvernement puisse s'appuyer sur des «majorités d'idées», et la paix civile se trouverait mieux assurée, en même temps que la démocratie.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dans un éditorial du 2 octobre sur «Europe 1».

(2) Cf. les analyses de Michel Hersen dans «Royalistes» numéro 393.